**Conflits Israélo-Palestinien : La communauté internationale doit agir**

Alors qu’une promesse électorale de l’administration Trump satisfaisant son électorat juif, fût signé entre le président américain Donald Trump et le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, le gouvernement Israélien se réserve le droit d’annexer des territoires habités au plus vite, dans le but de se laisser une marge de manœuvre au vu des élections présidentielles Américaines incertaines. Une annexion unilatérale, contraire au droit international, contrevient aux résolutions du conseil de sécurité de l’ONU relatives au conflit Israélo-Palestinien notamment la résolution 2334 du 23 décembre 2016. Cette violation du droit international sonne la fin d’un projet à deux Etats, tout en empêchant le droit à l’autodétermination des palestiniens, sous le regard passif de la communauté internationale.

Il aura fallu attendre la publication du « plan de paix », pour que le conflit Israélo-Palestinien refasse la une des journaux. Ce conflit qui dure depuis 1948, n’a pas su prendre fin et le plan de l’administration Trump ne va pas aider à couper les racines du conflit. L’inaction des occidentaux, suite aux différentes guerres menées par les Israéliens dans un but de prendre les territoires palestiniens de force, montre une certaine réticence vis-à-vis du monde arabe malgré la volonté du parti travailliste Israélien avec l’OLP de signer deux accords de paix (1993 et 2000) présidés par les Etats Unis d’Amérique n’ayant pas pu se concrétiser pour cause de divergences territoriales.

L’annexion de la Cisjordanie entrainerait la déstabilisation de la Jordanie, fortement peuplé de réfugiés Palestiniens, tout en l’obligeant à remettre en question les accords de paix signés en 1994. Le fait que Benjamin Netanyahou annonce qu’Israël n’accorderait en aucun cas les mêmes droits civiques et politiques qu’ont les Israéliens aux Palestiniens, va à l’encontre des droits fondamentaux du régime démocratique en vigueur en Etat d’Israël. Si l’annexion venait à se concrétiser, le gouvernement Israélien pourrait connaître une vague de délégitimation provenant de la communauté internationale malgré le soutien de l’administration Américaine et la volonté de l’Etat Israélien de normaliser ses relations avec le monde arabe en menant, dans un premier lieu, des pourparlers avec l’Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis.

Alors que le plan devait être mis en place le 1er juillet, le premier ministre Israélien (Benjamin Netanyahu) en cohabitation avec le général Benny Gantz a dû décaler cette annexion pour cause de problèmes internes du fait de la peur du non-soutien américain en cas de guerre Israélo-Arabe. Le fait que la ligue arabe s’est indigné du sort de la Cisjordanie pourrait à l’avenir détruire l’avancée Israélienne dans le processus d’amélioration des relations qu’elle entretient avec les principales puissances du monde arabe. Au vu de l’impasse à laquelle est confrontée l’administration Israélienne, seule la voie de la négociation est possible. La politique de la droite religieuse et conservatrice associée à Netanyahu qui ne veut en aucun cas négocier avec le gouvernement Palestinien, est aujourd’hui caduque et ne mènera à rien. Afin d’arriver à une paix durable, deux solutions s’offrent aux deux camps : la solution de créer un Etat binational ou de créer deux Etats indépendants.

**Pourquoi la solution d’Etat binational confédéré est la meilleure solution ?**

Le fait d’avoir une gouvernance partagée sur les questions d’eau, de défense et de territoire permettrait de gérer les points importants sans à avoir à user de la force. Cette idée rendant les deux Etats souverains favorisera l’auto-détermination du peuple Palestinien. Cette solution qui permettra, en premier lieu, aux deux pays d’avoir une liberté de déplacement, le droit de résidence pour les deux peuples ainsi qu’un Jérusalem partagé endiguera l’annexion Israélienne des territoires occupés tout en contribuant au développement économique des deux nations. Malgré deux décennies de pourparlers dans le but de trouver un accord de paix, les camps progressistes restent en faveur de la solution à deux Etats comme étant selon eux un paradigme de la paix. Cependant, les principales modalités de la solution à deux Etats ont été élaborées il y a vingt ans, dans des conditions politiques qui n’ont plus lieu d’être. A l’époque, le dirigeant Palestinien Yasser Arafat, bénéficiant d’un certain soutien public suffisant pour faire avancer des compromis majeurs, ainsi que Ehud Barak qui avait prévu de faire des concessions importantes tel que la division de Jérusalem se sentent irremplaçables. Aujourd’hui les circonstances territoriales et politiques rendent ce rêve de paix inatteignable pour les habitants. Conscient de ce problème, le conseil de l’organisation des nations unies doit « mettre la main à la pâte » en prenant en compte ce qui n’a pas fonctionné lors des cycles de négociation. Comprendre le gouffre idéologique entre les deux pays, sur la question des frontières, des colonies, des réfugiés ainsi que l’avenir de Jérusalem aura pour but de suggérer différentes approches plus attrayantes pour les deux parties conflictuelles.

Au vu de la montée des extrémistes ainsi que le nombre de conflits mortels, j’ordonne à la scène internationale de se saisir de ce sujet qui n’a trop duré afin de limiter le nombre de morts, ainsi que l’expansion d’Israël prenant de force les territoires occupées allant à l’encontre du droit international.